

Distr. RESTRICTED
CRS/2024/DP.9

ORIGINAL: FRENCH

FOURTH INTERNATIONAL DECADE FOR THE ERADICATION OF COLONIALISM

**Caribbean regional seminar on the implementation of the Fourth
International Decade for the Eradication of Colonialism:
pursuing goals and addressing needs of
the Non-Self-Governing Territories**

**Caracas, Venezuela (Bolivarian Republic of)
14 to 16 May 2024**

DISCUSSION PAPER

PRESENTATION

BY

MR. ANTHONY GEROS

Le Président



ASSEMBLÉE DE LA
POLYNÉSIE FRANÇAISE

Papeete, le 14 mai 2024
PR-APF/Cab/dc

COMITE SPECIAL DE DECOLONISATION DES NATIONS UNIES

SEMINAIRE REGIONAL DE DECOLONISATION 2024

(CARACAS, VENEZUELA)

DISCOURS DE :

M. ANTONY GEROS

PRESIDENT DE L'ASSEMBLEE DE LA POLYNESIE FRANCAISE

Madame la Présidente du Comité Spécial de Décolonisation des Nations Unies

**Mesdames et messieurs les ambassadeurs,
Excellences,**

**Mesdames et messieurs les représentants
des territoires non-autonomes,**

Mesdames et messieurs, les membres chargés du Secrétariat,

Mesdames et messieurs les Experts et pétitionnaires présents,

la orana i to tatou farereiraa I teie mahana api !

Warm Greetings and Buenos dias to everyone !

Avant de prendre la parole, je souhaiterais marquer en toute amitié, toute la solidarité de la délégation polynésienne à l'égard de nos frères Kanaks du FLNKS et de nos collègues loyalistes de N.C. qui vivent actuellement des heures difficiles. Je profite de l'occasion pour intercéder auprès de votre haute autorité Mme la Présidente pour assurer le rôle de médiation nécessaire afin que nos frères retrouvent la sérénité et la paix dans leur désir de vivre ensemble.

Je m'appelle M. GEROS Antony et je me tiens devant vous en qualité de Président de l'Assemblée législative de Polynésie française.

A ce propos, permettez-moi tout d'abord, de présenter mes plus sincères remerciements à l'adresse du gouvernement de la République Bolivarienne du Venezuela, pour l'accueil et l'hospitalité qui nous ont été réservé depuis notre arrivée.

Je tiens également à adresser mes plus sincères remerciements à Madame la Présidente du Comité Spécial de Décolonisation, Son Excellence Madame l'ambassadrice Ménéssa RAMBALLY pour nous avoir, ma délégation et moi, invité à participer aux travaux de ce séminaire régional axe sur le thème de la décolonisation.

Aujourd'hui est un honneur particulier pour moi, de pouvoir m'exprimer devant vous, au nom des membres représentant l'expression de la majorité démocratique de l'assemblée législative de mon pays, pour rétablir une certaine cohérence et réalité politique auprès de vous.

Cohérence politique d'abord car c'est en effet en partie sur la base d'une résolution adoptée en août 2012 par la majorité des Représentants élu(e)s de l'Assemblée législative de Polynésie, que nous avons présenté aux états-membres de l'O.N.U, notre revendication politique de voir la Polynésie française réinscrite sur la liste des pays et territoires non-autonomes des Nations Unies d'où elle a été retirée en 1963.

Ce retrait est la conséquence de la décision unilatérale prise par notre Puissance administrante dès 1947, de ne plus exécuter son obligation de renseignements découlant de l'article 73 paragraphe e) de la Charte des Nations Unies.

Réalité politique ensuite car depuis le mois de mai 2023, le Parti indépendantiste « Tavini Huiraatira » a pu pour la première fois de son histoire accéder aux affaires du pays en garantissant à l'Assemblée de Polynésie, une majorité relative de 38 membres sur 57 élu(e)s au total et à la tête de l'exécutif local, un Président, membre du même Parti politique.

Merci, Madame la Présidente de nous avoir rappelé le contexte dans lequel s'inscrit le présent séminaire en évoquant la Résolution 75/123 du 10 décembre 2020 instituant la 4^e décennie internationale en faveur de l'éradication du colonialisme.

Pour contextualiser mon intervention, permettez-moi de rappeler à tous les membres présents que le parti indépendantiste « Tavini Huiraatira » que je représente également en ma qualité de Vice-Président, a été créé depuis le mois de juin 1977 et n'a eu de cesse que de militer tout au long de sa progression en faveur de l'accession de la Polynésie à sa souveraineté pleine et entière.

Depuis le mois de mai 2023, soit 46 ans plus tard, notre parti dispose enfin de tous les moyens institutionnels, législatif et exécutif pour atteindre ses objectifs et j'ajoute que depuis 2022, les 3 seuls députés polynésiens élus à l'Assemblée Nationale parisienne sont également membres du « Tavini Huiraatira ».

Pourtant, bien que nous ayons été réinscrits depuis le 17 mai 2013, la puissance administrante, c'est-à-dire la France, continue par son refus du dialogue devant l'O.N.U, à adopter une attitude de déni politique et aujourd'hui de déni démocratique à notre égard.

Nous sommes conscients de la précarité intrinsèque de la situation dans laquelle nous nous trouvons, d'une part, par la remise en cause régulière par notre puissance administrante, de la présence de notre territoire sur la liste des pays et territoires non autonomes et d'autre part, par la limitation démocratique de la durée de nos mandats notamment par rapport à celui qui nous a permis de prendre démocratiquement la gestion des affaires du pays en main depuis mai 2023.

Par conséquent, le message que je suis venu vous adresser est clair ! Il nous faut passer, ensemble, à l'action ! Il nous faut franchir une étape significative supplémentaire pendant le temps qui nous est imparti !

Nous avons pu enclencher la première étape de ce 'momentum' grâce à notre victoire électorale du mois de mai dernier.

Nous avons ensuite, très rapidement et avec audace, créé au sein de l'Assemblée législative de Polynésie, une **commission spéciale sur la**

décolonisation que je préside et qui fonctionne en résonance avec le mandat confié par les Nations Unies au « Comité des 24 ».

Face à l'inertie de la Puissance administrante, nous avons poursuivi notre action, en initiant à travers la célébration de la journée internationale des Nations Unies, le 24 Octobre dernier, le lancement d'un programme d'éducation politique afin de sensibiliser l'opinion publique locale sur les 3 options de décolonisation prévues par la Déclaration 1541 de l'AG des Nations Unies de décembre 1960.

Mais cela ne suffit pas, et l'horloge tourne !

Pour aller plus loin et conclure, il me paraît indispensable que nous œuvrions tous ensemble pour que la « *Visiting Mission* » du C-24 dans notre territoire soit déclenchée dès cette année, et que le « *Work Programme* » en 5 étapes que nous avons eu de cesse de soumettre à votre Comité ainsi qu'aux membres de la 4^e Commission depuis 2018, puisse être intégré dès 2024 aussi, dans la résolution finale portant sur la Question de la Polynésie.

Nous nous refusons de considérer notre participation à ce séminaire comme un énième coup d'essai et comme je le disais tantôt, l'heure n'est plus à la réflexion, elle est à l'action et pour se faire, nous avons besoin du soutien de tous !

Merci de votre écoute !

A. GEROS

Président de l'Assemblée de Polynésie française